

Art. 7 — Le bureau régional a pour correspondants, les centres d'information de circonscription.

Art. 8 — Les responsables de la division de la rédaction et de la division technique du bureau central ainsi que ceux des cinq bureaux régionaux sont des journalistes nommés par arrêté ministériel.

Art. 9 — Le présent décret abroge toutes les dispositions des articles 3, 4 et 5 du décret n° 73-156 du 18 août 1973 portant attribution du ministre de l'Information et organisation des services du ministère de l'Information.

Art. 10 — Le ministre de l'Information est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 5 mars 1975

Général G. Eyadéma

**DECRET N° 75-31 du 11 mars 1975 modifiant le décret n° 75-29 du 5 mars 1975 fixant la composition du gouvernement.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 74-8 du 21 janvier 1974,

### DECRETE :

Article premier — Le dernier paragraphe de l'article premier du décret n° 75-29 du 5 mars 1975 est annulé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Le ministère du Commerce, de l'Industrie et des Transports est provisoirement rattaché au ministère du Plan ».

Le reste sans changement.

Art. 2 — Le présent décret sera publié au **Journal officiel** de la République togolaise.

Lomé, le 11 mars 1975

Général G. Eyadéma

**DECRET N° 75-32 du 12 mars 1975 portant nomination d'un contrôleur financier auprès des organismes politiques bénéficiant d'une contribution de l'Etat.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 2 du 6 janvier 1975 portant loi de finances exercice 1975 ;

Vu les prévisions budgétaires ;

Sur le rapport du ministre des finances et de l'économie,

### DECRETE :

Article premier — Le membre du bureau politique du Rassemblement du Peuple Togolais, délégué aux finances est nommé contrôleur financier auprès des organismes politiques bénéficiant d'une contribution ou subvention de l'Etat.

Art. 2 — Ce contrôle s'exercera dans la limite des crédits mis à la disposition de ces organismes pour leurs fonctionnement.

Art. 3 — Le ministre des Finances et de l'Economie et le membre du bureau politique du RPT, délégué aux finances sont chargés de l'application du présent décret qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 12 mars 1975

Général G. Eyadéma

**DECRET N° 75-33 du 12 mars 1975 portant nominations et mutations de chefs de circonscription.**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de l'intérieur ;

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;

Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967 ;

Vu le décret n° 60-37 du 7 mars 1960 fixant les conditions de nomination des chefs de circonscription,

### DECRETE :

Article premier — Sont nommés chefs de circonscription :

de Lomé — M. Kérim Lassissi Dikenî, attaché d'administration, précédemment directeur de cabinet du ministre du Plan.

d'Amlamé — M. Awutsé Koffi Adzinyo, précédemment adjoint au chefcir de Kloto, en remplacement de M. Abalo Adakanou, appelé à d'autres fonctions.

de Sokodé — M. Dogbe Kpoti, précédemment adjoint au chefcir de Lomé, en remplacement de M. Meng, appelé à d'autres fonctions.

de Badou — M. Adamou Kabou, attaché d'administration scolaire.

de Bafilo — M. Idrissou Mama, adjoint administratif, en remplacement de M. Nadjombé, appelé à d'autres fonctions.

de Tchamba — M. Awuté Edoh, précédemment directeur d'école à Amlamé.

de Kandé — M. Biliohena Mignouma, précédemment chefcir de Niamtougou, en remplacement de M. Kokou Saya.

de Niamtougou — M. Apedo Atti Mensah, précédemment chefcir de Bassar, en remplacement de M. Biliohena.

de Bassar — M. Amevor Kwami Amedzapé, précédemment chefcir de Kloto.

de Kloto — M. Zékpa Dayi Azéa, précédemment chefcir de Tsévié.

de Dapaon — M. Kokou Saya, précédemment chefcir de Kandé.

de Tabligbo — M. Nassiki Omorou, précédemment chef de poste d'Elavagnon, en remplacement de M. Wilson, appelé à d'autres fonctions.

de Vogan — M. Agbahey Komlan Dodji, précédemment instituteur à Badougbé, en remplacement de M. Kegloh, appelé à d'autres fonctions.

de Tsévié — M. Bessou Kégloh Kouma, précédemment instituteur à Tsévié, en remplacement de M. Zékpa Dayi Azéa.

Art. 2 — Le traitement des intéressés sera supporté par le budget général, chapitre 14, article 5, paragraphe 1 b.

Art. 3 — Le présent décret prendra effet pour compter de la date de prise de service de chacun des intéressés.